



8 - Le Bois des Grais 79200 LE TALLUD
Tél.05.49.64.14.13 Fax.05.49.94.37.61
coordinationrurale79@laposte.net

le 4 Juin 2016

Monsieur Le Président du Sénat,

Vous êtes aujourd'hui à Courlay à l'Assemblée Générale de l' Association des Maires des Deux-Sèvres et nous vous remercions d'avoir accepté de nous rencontrer.

Courlay est une petite commune rurale au cœur du bocage où l'agriculture est très présente. Comme dans tout le département, elle tient une place importante que ce soit par le nombre d'exploitants que par les nombreux emplois en aval dans l'industrie agro-alimentaire.

Si, pour notre part 2^{ème} syndicat agricole de France, nous n'allons pas faire d'actions spectaculaires de blocage, nous traversons une crise grave et nous n'en voyons pas le bout.

Dans notre département, toutes les productions sont touchées, les plus impactées étant les productions d'élevage, le lait et la viande bovine.

Comme vous le savez, le 1^{er} avril 2015, c'était la fin des quotas et aucune régulation ne vient organiser les marchés laitiers européens et rien n'est prévu pour protéger les exploitations. Cette fin des quotas vise un développement des volumes pour conquérir des marchés mondiaux mais, a surtout pour conséquence l'agrandissement des fermes et la disparition des producteurs de nos territoires ruraux.

Les producteurs se retrouvent avec un prix payé en dessous des coûts de production. En 2009, lors des manifestations avec épandage de lait, nous réclamions 0,45 € le litre (chiffre Chambre d'Agriculture). Au mieux, en 2014, les meilleurs ont obtenu 0,36 € le litre et maintenant on descend de 8 à 10 centimes en dessous. Un éleveur nous a signalé qu'avec sa production en GAEC de 800 000 litres, il allait perdre près de 80 000 euros.

Les chiffres sont très mauvais pour cette année.

Notre département est le premier au niveau national pour la production de lait de chèvre. Les producteurs viennent aussi de traverser une crise importante avec une légère embellie parce que les prix ont un peu remonté et le prix de l'aliment a, quant à lui, baissé.

Pour la viande bovine, fleuron de notre région, certains producteurs s'en sortent mieux grâce à la vente directe, signe de qualité (label). Mais, pour la plupart des producteurs et bien que la qualité soit là, les prix pratiqués sont les mêmes qu'il y a 25 ou 30 ans. Il ne faut pas s'étonner que des prairies aient été retournées pour produire des céréales.

Ces remarques sont aussi valables pour les producteurs d'ovins. Si par le passé, les cours restaient à peu près stables, ils viennent de s'effondrer. La période actuelle de grève et de blocage divers n'y est peut-être pas étrangère. Pour se sortir de cette situation, le versement de l'ICHN est plus que nécessaire.

Nous avons une grande inquiétude concernant les accords de libre échange entre l'Europe, l'Amérique, le Canada qui risquent de nous amener des viandes sans aucune traçabilité.

Chez nous, les mises aux normes ont mis beaucoup d'agriculteurs en difficulté, les prix des travaux ne se répercutant pas sur les prix de vente.

La cellule de crise mise en place par la Préfecture a apporté des aides à plus de 1000 éleveurs. Si les cours ne remontent pas, ces éleveurs vont se retrouver « sur la paille ». Certains passent par des procédures de redressement ou par des renégociations de prêts mais malheureusement d'autres finiront en liquidation judiciaire.

Pour les céréales, les rendements sont dans la moyenne des dix dernières années mais les prix ont subi une baisse importante. La TVA et la taxe sur les engrais et produits phytos ont augmenté. La baisse du pétrole ne s'est répercutée que tardivement sur le prix de l'azote indispensable pour obtenir un rendement correct. On est descendu en dessous de 140 euros la tonne. Si les céréaliers passent pour des nantis, ce n'est pas le cas chez nous étant dans une zone intermédiaire. Les rendements restent faibles par rapport aux grandes régions du bassin parisien ou de picardie. Il faut noter qu'ils ont fait de grands efforts pour améliorer la qualité de l'eau avec les couverts végétaux.

Ce n'est donc pas un hasard si des aides sont prévues comme pour les éleveurs par les cellules de crise.

Là aussi, si les cours ne remontent pas, certains vont se retrouver en très grande difficultés et peut-être cesser d'exploiter.

Face à cette situation catastrophique, **le monde agricole est désespéré**. C'est pourquoi, nous tenions à vous rencontrer aujourd'hui.

Un document mis au point par notre instance nationale vous est remis. Il fait un constat de la situation et émet des propositions pour sortir de cette crise.

Une des principales propositions, qui est aussi reprise par d'autres syndicats, c'est une régulation de la production au niveau européen afin de mettre au mieux l'offre en adéquation avec la consommation.

Une autre proposition pour faire baisser les charges serait la mise en place de la TVA sociale.

Nous espérons que cette rencontre, Monsieur Le Président, vous permettra de prendre **la mesure du désarroi de monde agricole qui se sent totalement abandonné par le monde politique**.

Nous espérons que des solutions pourront être trouvées tant au niveau français qu'au niveau européen car, par le passé, nous avons vécu l'arrêt de la sidérurgie, du textile et il ne faudrait pas que, maintenant, ce soit le tour de l'agriculture comme certains le pressentent dans nos campagnes.

Nous vous remercions de cette rencontre et restons à votre disposition.

Le Président Départemental,
M. GERMOND